

SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Territoire de Belfort"



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



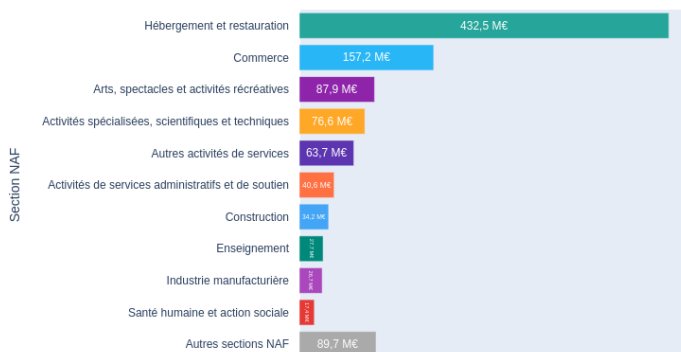
Montant total : 37 746 561 549 euros

Nombre d'aides : 10 807 295

Nombre d'entreprises : 2 034 377

Niveau Régional : Bourgogne-Franche-Comté

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



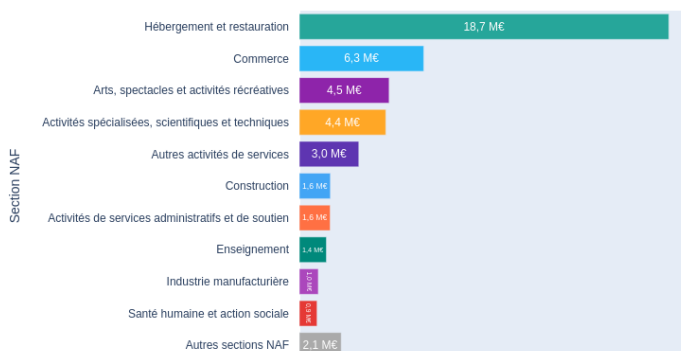
Montant total : 1 054 190 288 euros

Nombre d'aides : 319 774

Nombre d'entreprises : 65 201

Niveau Départemental : Territoire de Belfort

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 45 368 416 euros

Nombre d'aides : 13 394

Nombre d'entreprises : 2 743



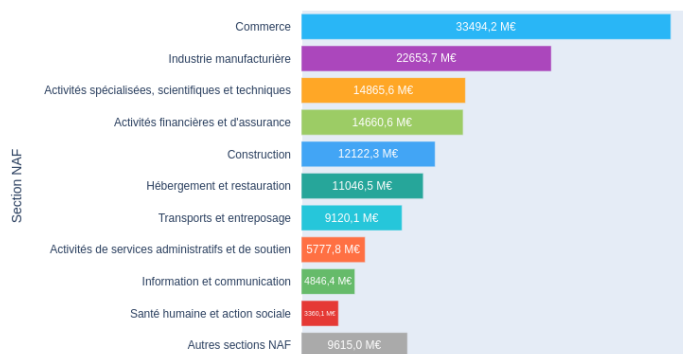
Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.

Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.

Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)

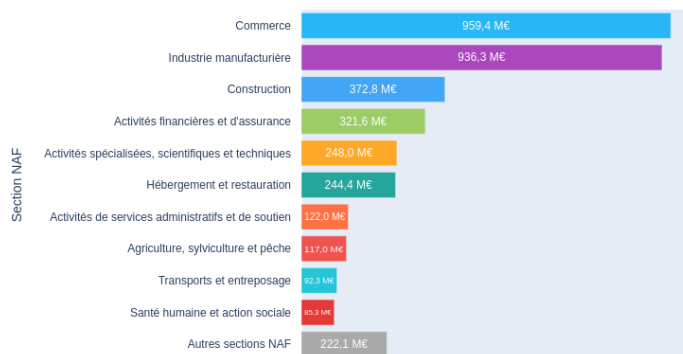


Montant total : 141 562 409 572 euros

Nombre de prêts : 693 398

Niveau Régional : Bourgogne-Franche-Comté

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)

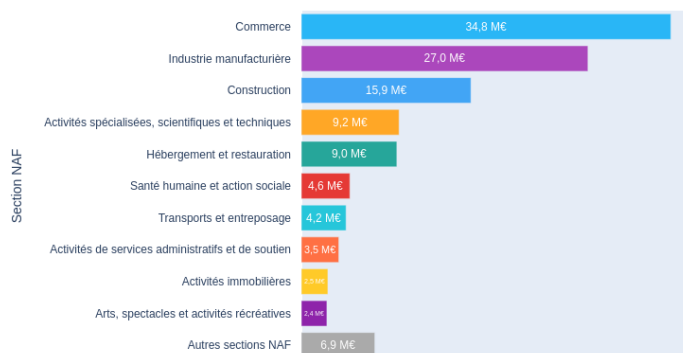


Montant total : 3 721 304 805 euros

Nombre de prêts : 25 674

Niveau Départemental : Territoire de Belfort

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 119 876 466 euros

Nombre de prêts : 1 114



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 3 588 194 587 euros

Nombre de reports : 115 095

Niveau Régional : Bourgogne-Franche-Comté

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 82 654 056 euros

Nombre de reports : 2 913

Niveau Départemental : Territoire de Belfort

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 1 651 523 euros

Nombre de reports : 120



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Bourgogne-Franche-Comté

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)

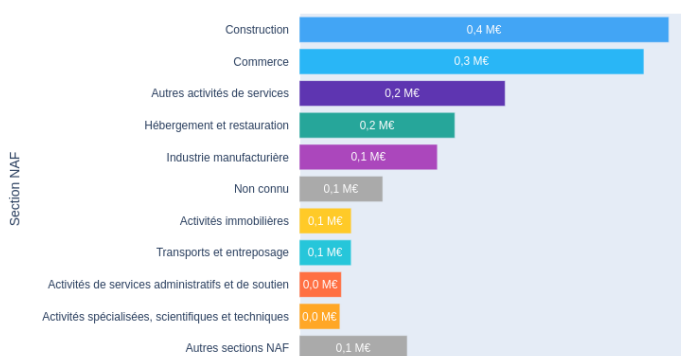


Montant total : 42 397 742 euros

Nombre d'aides : 49 599

Niveau Départemental : Territoire de Belfort

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 1 535 845 euros

Nombre d'aides : 1 836



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National



Nombre de demandes : 220 860

Nombre de salariés : 1 054 345

Heures demandées : 85 295 185

Niveau Régional : Bourgogne-Franche-Comté



Nombre de demandes : 8 070

Nombre de salariés : 32 980

Heures demandées : 2 447 950